Elus et prisonniers

le 18/9/2011 15:00:00 (598 lectures)

Le Comité Action Palestine édite chaque année un **calendrier** rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2011 aux **prisonniers**. Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. » Elus et prisonniers » a été publié pour le mois de août 2011.

Le discours sioniste et occidental sur la démocratie a perdu toute sa crédibilité avec le kidnapping de Marwan Barghouti (avril 2002, condamné à cinq fois la prison à vie plus 40 années, toujours emprisonné) et Hussam Khader (2004, libéré en 2009), tous deux députés au Conseil Législatif Palestinien. Il devient tout simplement une farce après les élections législatives de 2006, largement remportées par le Mouvement de la Résistance Islamique (Hamas). En effet, le 29 juin de cette même année, les forces d'occupation raflent plusieurs dizaines de dirigeants de l'organisation Hamas, dont 26 membres du Parlement nouvellement élus, et 8 ministres du nouveau gouvernement. Le 5 août de la même année, c'est au tour d'Aziz Dweik, le président du Conseil Législatif Palestinien. La plupart d'entre eux vont rester plus de trois ans en détention administrative. En septembre 2010, dix élus palestiniens demeurent détenus en Israël : Marwan Al-Barghouti (Fatah), Jamal Tirawi (Fatah) Ahmad Sa'adat (FPLP), Hasan Yousef Khalil (Hamas), Muhammad Abu Tayr (Hamas), Ali Romanin (Hamas), Basem Za'arir (Hamas), Ayman Daraghmeh (Hamas), Abedl Jaber Fokaha (Hamas), Muhammad Tawtah (Hamas).

Mais même une fois libérés, le pire les attend. En effet, dès leur libération au printemps 2010, Ahmad Attoun, Muhammad Tawtah, Muhammad Abu Tayr et l'ancien ministre, Khaled Abou Arfeh, tous élus de la ville d'Al-Quds, reçoivent un avis de déportation vers Gaza. Refusant cette déportation, Abu Tayr est de nouveau arrêté. Pour éviter la déportation, Ahmad Attoun, Muhammad Tawtah et l'ancien ministre Khaled Abou Arfeh se réfugient quant à eux dans les locaux de la Croix-Rouge à al-Quds, l'ONU ayant refusé de leur porter assistance et dévoilant une fois encore sa collaboration avec l'occupant. La stratégie sioniste de déportation vise deux objectifs : d'une part favoriser l'emprise d'une autorité palestinienne collaborationniste sur tous les territoires palestiniens ; d'autre part renforcer la judaïsation de la ville d'Al Quds.

Sous le prétexte de répondre à la capture d'un soldat israélien par les forces de la résistance en juin 2006, le kidnapping des élus palestiniens est en fait une réaction à la nouvelle donne politique en Cisjordanie et à Gaza, nouvelle donne qui contrecarre la stratégie de l'occupant et de ses alliés occidentaux. A travers ces élections, le peuple palestinien a fait le choix de la résistance et non de la capitulation. Pour cela, il devait être puni. Mais il fallait surtout arrêter cette évolution politique dans les territoires occupés : **un objectif qui ne sera jamais atteint.**

Comité Action Palestine

image alalamtv